

I – ORGANISATION DE L'ENQUETE

ET ETUDE DU DOSSIER

A) Organisation de l'enquête

Monsieur le Maire de la commune de PRADONS, par l'article 6 de l'Arrêté Municipale du 19 juillet 2012, m'a désigné Commissaire Enquêteur pour mener à bien l'enquête publique en vue du déclassement et du classement d'une partie de la voie communale N° 17 dite « chemin de l'Ardèche »).

L'enquête a été fixée du mardi 28 août au mardi 11 septembre inclus, avec permanences en mairie pour le Commissaire Enquêteur le mardi 28 août 2012 de 14 h à 16 h et le mardi 11 septembre 2012 de 15 h à 17 h. Durant la période de l'enquête le public intéressé a pu venir consulter le dossier et le registre en mairie aux jours et heures d'ouverture de celle-ci.

B) Eude du dossier

Les articles L 141-3 et suivants du code de la voirie routière, disposent, que le classement et le déclassement d'une voie communale sont soumis à la procédure d'enquête publique.

La commune de PRADONS est propriétaire des parcelles C 37, 38 et 39.

La voie communale N° 17 dans sa partie avant de rejoindre la rivière Ardèche, longe les parcelles C 37, 38 et 39 côté nord-est avec un profil souvent étroit et des virages mal commodes sur une longueur de 140 mètres environ. Elle subit en saison estivale et touristique la fréquentation de transporteurs de canoës sur remorques tractées de véhicules à quatre et deux roues ainsi que de nombreux piétons car elle aboutit à la rivière Ardèche et au parking situé sur le terrain communal C 37.

Il en résulte qu'en période estivale l'utilisation de cette portion de voie est rendue difficile pour tous les usagers (impossible de se croiser), et présente de plus un caractère de dangerosité.

Pour palier à ces inconvénients, la commune projette de procéder au déclassement de cette partie de la voie communale N° 17 située au nord-est des parcelles C 37, 38 et 39, et jouxtant les parcelles C 906, 1137 et 51. et de procéder au classement, après création, d'une nouvelle voie située dans les parcelles communales C 38 et 39, dans leurs parties nord-ouest, jouxtant les parcelles C 1024 et 36, et aboutissant au parking communal de la parcelle C 37 en bord de rivière.

Cette nouvelle voie beaucoup moins sinueuse sera d'une largeur de 6 mètres avec une bande matérialisée de passage pour piétons. De plus est prévu un nouveau parking situé entre la nouvelle voie et les parcelles C 40 et 36.

Cette modification de tracé de la voie communale N° 17 a été évoquée lors des réunions du conseil municipal des 6 juin 2011, 9 mai 2012 et 4 juin 2012. et dans la séance du 6 juin 2011 il est mentionné que les frais de cette opération seront pris en charge par Mr POUZACHE Serge.

Mr POUZACHE étant le propriétaire du camping « les coudoulets » dont les parcelles C 1137 et 51 jouxtent pour partie cette portion de voie communale.

Lors de cette même séance du 6 juin 2011, le conseil municipal a évoqué le principe d'un échange de parcelle entre la municipalité et Mr POUZACHE. Ce dernier céderait une parcelle constructible au P.L.U. de 518 m² contre le reste de la parcelle C 39 (après déduction de l'emprise de la nouvelle voie et du nouveau parking), classée en zone N au P.L.U. et pour partie inondable.

Pour en revenir à l'objet de l'enquête, c'est-à-dire le déclassement d'une partie de la voie communale N° 17 et le classement d'une nouvelle voie à créer, les propriétaires riverains de cette double opération ont tous été informés par lettres recommandées avec avis de réception.

Il s'agit de :

Mr et Mme VANDERPLAETSE, parcelle C 1024
Mr POUZACHE Serge, parcelles C 1137 et 51
Mr et Mme MAZEL André, parcelle C 40
Mr et Mme MAZEL Jean Pierre, parcelle C 36
Mme BARGE Monique, parcelle C 906

Enfin cette opération n'enclavera aucune parcelle.

IV – CONCLUSIONS MOTIVEES

ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Attendu

- Que l'opération envisagée ne portera pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie communale N° 17 dite « chemin de l'Ardèche »
- Que, pour cette enquête, l'objectif est d'améliorer le confort et la sécurité des usagers, surtout en période estivale
- Que cette opération n'enclavera pas de parcelles
- Que le public a pu disposer normalement et librement des documents laissés à sa disposition durant l'enquête publique.

Je donne un **AVIS FAVORABLE** au déclassement et reclassement d'une partie de la voie communale N° 17 dite « chemin de l'Ardèche », assorti d'une recommandation.

La recommandation est de protéger, par grillage ou autre, la limite des parcelles limitrophes à l'emprise du projet.

Mercuer, le 12 octobre 2012

Le Commissaire Enquêteur,



J.M. CLAIRET